

ISSN : 0760 - 5404

L'unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

N° 224 - JANVIER 2012

Le numéro : 0,80 €



Frédéric Bourcier
et l'équipe fédérale
vous adressent leurs
vœux les meilleurs.

LE CHANGEMENT : C'EST MAINTENANT



Sous les projecteurs pages 2 et 3 - Les candidats aux législatives
Edito page 3 - De l'art du mensonge en politique par Frédéric Bourcier.
Dossier pages 4 et 5 - La dette par Guillaume L'Éillet
Hommage page 6 - Hommage à Jean-Claude du Chalard
Entretien page 7 - Quelle politique de santé pour la gauche au pouvoir ?
Cultures page 8 - Liberté d'expression et de création menacée : République en danger

Benoît HAMON à Rennes



Ce sont près de 600 personnes qui se sont déplacées, le 9 Novembre, pour assister à deux conférences animées par le porte-parole du parti, Benoît Hamon. Reprenant les idées forces développées dans son livre, « tourner la page », ce dernier a fait le constat des ravages du libre-échange et a tracé une feuille de route vers la reprise de la marche du progrès social, passant nécessairement par l'analyse des échecs de la social-démocratie. Il a ainsi défendu devant les militants, la nécessité de retrouver des marges de manœuvres grâce aux leviers que constituent la politique fiscale et monétaire.

Conférence de Liêm Hoang-Ngoc



Le secrétariat à la Formation a eu le plaisir d'accueillir Liêm Hoang-Ngoc, député européen et secrétaire adjoint à l'Economie, lors d'une conférence qui a réuni de nombreux militants.

L'économiste y a développé une analyse brillante des politiques d'austérité décrétées par les libéraux, qui sont en passe de faire replonger l'Europe dans la récession. Selon lui, pour réduire les déficits conjoncturels, dus à la crise, à l'inverse de la « règle d'or », il faut avant tout relancer la croissance, en permettant aux Etats de financer les investissements publics d'avenir, par le biais d'une modification de la structure de la dette.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 2012

LES CANDIDATS

Le premier décembre dernier, les adhérents socialistes d'Ille-et-Vilaine ont désigné leurs candidats pour les législatives de 2012. Voici les 7 candidats désignés, la circonscription de Fougères étant gelée pour un partenaire. Ils se présentent eux-mêmes à vous.

Marie-Anne CHAPDELAIN :

CIRCONSCRIPTION N°1



Adhérente au PS et au MJS, depuis 1978, j'ai eu la joie de vivre en militante la victoire de Mai 81. Fruit de l'école républicaine, j'ai obtenu une licence d'informatique industrielle qui m'a permis

de débiter ma carrière professionnelle dans des entreprises privées. Militante depuis 18 ans à Rennes, j'ai toujours renforcé cet engagement politique avec un engagement associatif fort, notamment en faveur des Droits de l'Homme et de la lutte contre l'exclusion. Après un 1^{er} mandat de conseillère municipale en 2001 auprès d'Edmond Hervé, je suis devenue adjointe au Maire en 2008 auprès de Daniel Delaveau, chargée de l'égalité des droits, de la laïcité et du quartier de Bréquigny. Philippe Bonnin, Maire de Chartres est mon suppléant.

vice-présidente du Conseil National des Villes. Suppléante de Philippe Tourtelier depuis 2002, je suis aujourd'hui candidate aux législatives sur la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine, déterminée à poursuivre mes engagements en matière de lutte contre les inégalités sociales et territoriales avec Michel Gautier, Maire de Betton, mon suppléant.

François ANDRE :

CIRCONSCRIPTION N°3



Les militants de la 3^e circonscription m'ont accordé leur confiance pour les représenter aux élections législatives de Juin prochain.

Militant socialiste depuis 1987 dans le quartier de Villejean où j'ai grandi et vis toujours, j'ai intégré l'équipe municipale d'Edmond Hervé en 2001 et exerce depuis 2008 auprès de Daniel Delaveau la fonction d'Adjoint aux Finances.

C'est également en 2008 que j'ai été élu Conseiller Général, en battant Philippe Rouault, sur le canton de Rennes Nord-Ouest.

Auprès de Jean-Louis Tourenne, je mets en œuvre les politiques concrètes de solidarité et de dignité en faveur des Personnes Agées et des Personnes Handicapées.

Je peux aussi compter sur l'expérience et la compétence de Marie-Thérèse Sauvée, Conseillère Générale de Combourg, ma suppléante.

Avec les militants mobilisés, nous sommes déterminés à faire en sorte que la 3^e circonscription continue, en juin prochain, à être représentée par un député socialiste dans une nouvelle majorité pour une France plus juste et plus solidaire.

Nathalie APPÉRÉ :

CIRCONSCRIPTION N°2



D'origine lorientaise, j'ai découvert le militantisme politique au cours de mes années étudiantes à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes. Adhérente au MJS puis au PS depuis

plus de 15 ans, j'ai, à 36 ans, une expérience des campagnes et des responsabilités locales. En 2001, j'ai eu la chance de faire partie de l'équipe municipale d'Edmond Hervé qui m'a confié la responsabilité de la politique associative de la ville de Rennes. Directrice de campagne de Daniel Delaveau, je suis, depuis 2008, Première Adjointe au Maire et vice Présidente de Rennes Métropole. Je suis en charge de la solidarité et de la cohésion sociale. En 2010, j'ai été nommée

Jean-René MARSAC :

CIRCONSCRIPTION N°4



57 ans, député de la 4^e circonscription, ex-cadre de direction dans l'économie sociale.

Pour la 1^{ère} fois, en 2007, nous avons fait basculer à gauche la circonscription. Depuis 1975, j'agis dans ce territoire avec les acteurs économiques, sociaux et associatifs et pour y faire progresser la gauche. Adhérent du PS depuis janvier 1981, 12 ans maire-adjoint et 1^{er} adjoint à Redon.

Durant 12 ans conseiller régional, j'ai choisi en 2010 de m'appliquer le non-cumul des mandats pour répartir les tâches localement. Avec Rozenn Geffroy, nous ferons tout pour consolider cette implantation.

Anne-Laure LORAY :

CIRCONSCRIPTION N°5



Membre du Parti Socialiste dans le canton de Châteaugiron depuis 2008, j'ai toujours été une femme engagée. Mariée, mère de 4 enfants, je suis animatrice socioculturelle de formation. Actuellement, je suis Première Adjointe au maire de Servon-sur-Vilaine. Ma candidature sur la 5^e circonscription est l'occasion pour moi de défendre les valeurs de solidarité et de justice

sociale que représente notre parti. Accompagnée dans cette aventure par Stéphane Lenfant, j'ai la volonté d'agir pour le changement vers une société plus juste et plus humaine.

Isabelle THOMAS :

CIRCONSCRIPTION N°7



50 ans, juriste, vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, chargée de la mer et du littoral. Au titre du mandat de conseillère régionale, je suis également présidente du groupe pêche et conchyliculture de l'Association des régions de France et conseillère référente du Pays de Saint-Malo, et conseillère municipale de Saint-Malo. Mon suppléant, Gilles Revest, ancien

professeur d'anglais du collège de Dinard et ancien Président de plusieurs associations dont l'Amicale laïque de Dinard, est Maire adjoint à la Culture de la ville de Pleurtuit depuis 2008.

Marcel ROGEMONT :

CIRCONSCRIPTION N°8



Député, je suis aujourd'hui vice-président de la Commission éducation-culture et membre du Comité d'Évaluation et de Contrôle des Politiques Publiques à l'Assemblée.

Issu de milieu modeste, je n'ai jamais oublié d'où je viens, qui sont mes semblables. Là, est l'ancrage premier de mon engagement en politique: donner un sens toujours

actuel au mot de solidarité.

Rassembler pour agir ensemble, voilà des mots qui donnent un sens supplémentaire à l'action que je souhaite mener.

Soyez assurés qu'avec Armelle Billaud, ma suppléante, et vous, je mènerai encore ce combat, je le mènerai avec force et vigueur.



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

De l'art du mensonge en politique.

Nul besoin de caricaturer Nicolas Sarkozy pour démontrer que l'honnêteté de la parole publique n'a strictement aucune importance pour lui.

L'aller retour sur la taxe Tobin qu'il tournait en dérision en 1999 et dont il prétend aujourd'hui être le champion est l'exemple le plus récent.

Autre exemple emblématique : la régulation du capitalisme. Dans le célèbre discours de Toulon en septembre 2008, il se présente comme celui qui aura le courage de moraliser le capitalisme. Il annonce ainsi «la fin du capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir». Et il ajoute : «L'idée de la toute-puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle. L'idée que les marchés ont toujours raison est une idée folle».

Or en septembre 2006, lors d'une réunion de l'UMP, dont il était alors le président, baptisée «Convention pour la France d'après», il fait l'apologie des prêts hypothécaires à la mode anglo-saxonne.

Rappelons qu'à l'origine du début de la crise financière, en 2007, il y a les subprimes, ces produits financiers hautement toxiques qui ont permis à des banques de s'enrichir spectaculairement en diffusant des prêts hypothécaires à des personnes non solvables. Seul homme politique français à les promouvoir : Nicolas Sarkozy !

http://www.dailymotion.com/video/x73o4s_crise-quand-nicolas-sarkozy-vantait_news?start=115&fbc=636

Si on l'avait écouté, la France aurait connu un désastre bancaire et une crise financière encore plus grave. Nombreux sont les sujets où l'inconséquence de Sarkozy est patente. Rappelons le.

LE PARTI SOCIALISTE INCARNE LA VRAIE CHANCE DE CHANGEMENT



par Guillaume Lœillet

Economiste et militant à la section Centre

Le parti de la majorité présidentielle est clairement entré en campagne. L'UMP entonne à nouveau le refrain sur le prétendu laxisme budgétaire de la gauche. La droite tente de déstabiliser le candidat du Parti Socialiste en l'accusant de promettre une augmentation des dépenses publiques qui nous coûterait inévitablement notre triple A. Si les incertitudes que nous vivons actuellement semblent réduire l'horizon de l'action politique, les troubles affectent également la mémoire de nos gouvernants actuels. Cette contribution rétablit certaines vérités faisant passer l'amnésie de la droite pour de la mauvaise foi. Elle démontre également que le projet économique socialiste offre des garanties pour retrouver notre rang sur la scène économique internationale.

4 - L'Unité 35

La gauche est plus encline à stabiliser voire réduire la dynamique de la dette que la droite.

Un fait qui pourrait renvoyer dos à dos la gauche et la droite est l'augmentation continue de l'encours de dette depuis 1981. Aucun gouvernement n'est parvenu à diminuer la dette du pays prise en valeur absolue. Mais l'indicateur le plus couramment discuté et le plus pertinent est le montant de la dette rapporté au PIB. De ce point de vue, les performances diffèrent comme le démontre le graphique suivant qui fait correspondre l'évolution de la dette française aux différentes majorités parlementaires.

La seule mandature qui a vu le ratio dette sur PIB diminuer concerne la période 1997-2002 où l'Assemblée Nationale avait une majorité de gauche et le gouvernement était dirigé par Lionel Jospin. Notons que le rapport dette sur PIB a été également relativement contenu sous les gouvernements de Michel Rocard. L'accusation de la droite d'aggravation des comptes publics par la gauche est très injuste car certains de ceux qui se précipitent à la brandir portent une lourde responsabilité dans l'évolution dramatique de nos finances publiques. On constate que sous le gouvernement Fillon la dette a connu une des plus fortes augmentations en valeur absolue : près de 500 milliards d'euros au dernier pointage (fin du second trimestre 2011, soit une dette augmentée d'un tiers).

La croissance un mauvais alibi.

La riposte gouvernementale est connue et déjà tant ressassée : la crise économique et le ralentissement de la croissance explique cette dégradation. S'il est évident qu'une activité économique dynamique favorise la rentrée des recettes fiscales et allège les dépenses publiques, de transferts notamment, les comptes n'auraient vraiment dû se dégrader qu'à partir de l'année 2009 où le PIB réel a reculé de 2,75%. Or la situation de « faillite » de l'Etat français, déclarée par le Premier ministre, aurait dû conduire l'exécutif à assainir les finances publiques dès son arrivée. Il n'en a rien été puisqu'entre 2007 et 2008 l'encours de la dette française a bondi de 107 milliards d'euros, aggravée, il est vrai, par le début du ralentissement conjoncturel de la fin de l'année 2008. La croissance réelle de l'économie française qui s'élevait à 2,3% n'a donc pas été mise à profit pour réduire les dépenses, ni pour augmenter substantiellement les recettes. La loi Travail Emploi Pouvoir d'Achat est passée par là. Pour obtenir un chiffre comparable, il faut remonter aux années 1995 et 2003 où la dette avait augmentée de 93 milliards d'euros (gouvernements Balladur, Juppé et Raffarin). La dette en pourcentage du PIB est passée de 64% en 2007 à 82,3% en 2010. Nous sommes passés de la « faillite » à la banqueroute... d'autant qu'à la fin du gouvernement Jospin en 2002 la dette représentait 57% du PIB, soit un écart entre Jospin et Sarkozy de plus de 25 points en dix ans de gouvernements de droite. La croissance a bon dos pour expliquer les divergences de vertu budgétaire. La droite qui n'hésite pas à user de cet argument avoue d'une part son incapacité à connaître des pé-

riodes de croissance économique et donc à la générer, et ne s'interroge pas non plus sur les sources de cette croissance dont seul le Parti Socialiste semble avoir le secret.

Équilibrer les dépenses et les recettes : qui est le bon élève ?

La droite accuse souvent la gauche d'augmenter à la fois les dépenses publiques et les impôts. Elle aurait bien fait elle-même de s'imposer ce principe avec plus de scrupules afin de préserver l'équilibre des comptes publics. Si la gauche a effectivement augmenté les dépenses publiques lorsqu'elle était au pouvoir, elle a également pris soin de faire suivre aux recettes fiscales la même évolution dans la même ampleur pour faire redémarrer l'économie et en parvenant à l'équilibre financier des comptes sociaux. Tout le monde ne peut pas en dire autant : entre 2007 et 2010, les dépenses publiques ont augmenté de 3%, les recettes de 0,5%. On remarque d'ailleurs que depuis le retour de la droite aux affaires en 2002, les dépenses publiques ont augmenté à un rythme plus soutenu que sous les gouvernements de Lionel Jospin. Sarkozy n'a pas, contrairement à ce qu'il avait annoncé en 2007, inversé la tendance. Il a préféré récompenser l'électorat conservateur en adoptant des mesures fiscales très généreuses mais tout à fait injustes et inefficaces.

En 30 ans, la droite a d'ailleurs constamment échoué dans la perspective de réduire simultanément les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires.

La gauche au milieu du gué ?

Affirmer que l'on pourra s'affranchir de la contrainte des marchés financiers est un leurre. Nier l'existence de marges de manœuvre est un mensonge éhonté. Se résigner à une réduction générale et drastique des dépenses publiques ne peut constituer un projet politique pour 2012. Le contexte impose aux candidats de trouver un subtil équilibre entre le désendettement et la relance de la croissance économique.

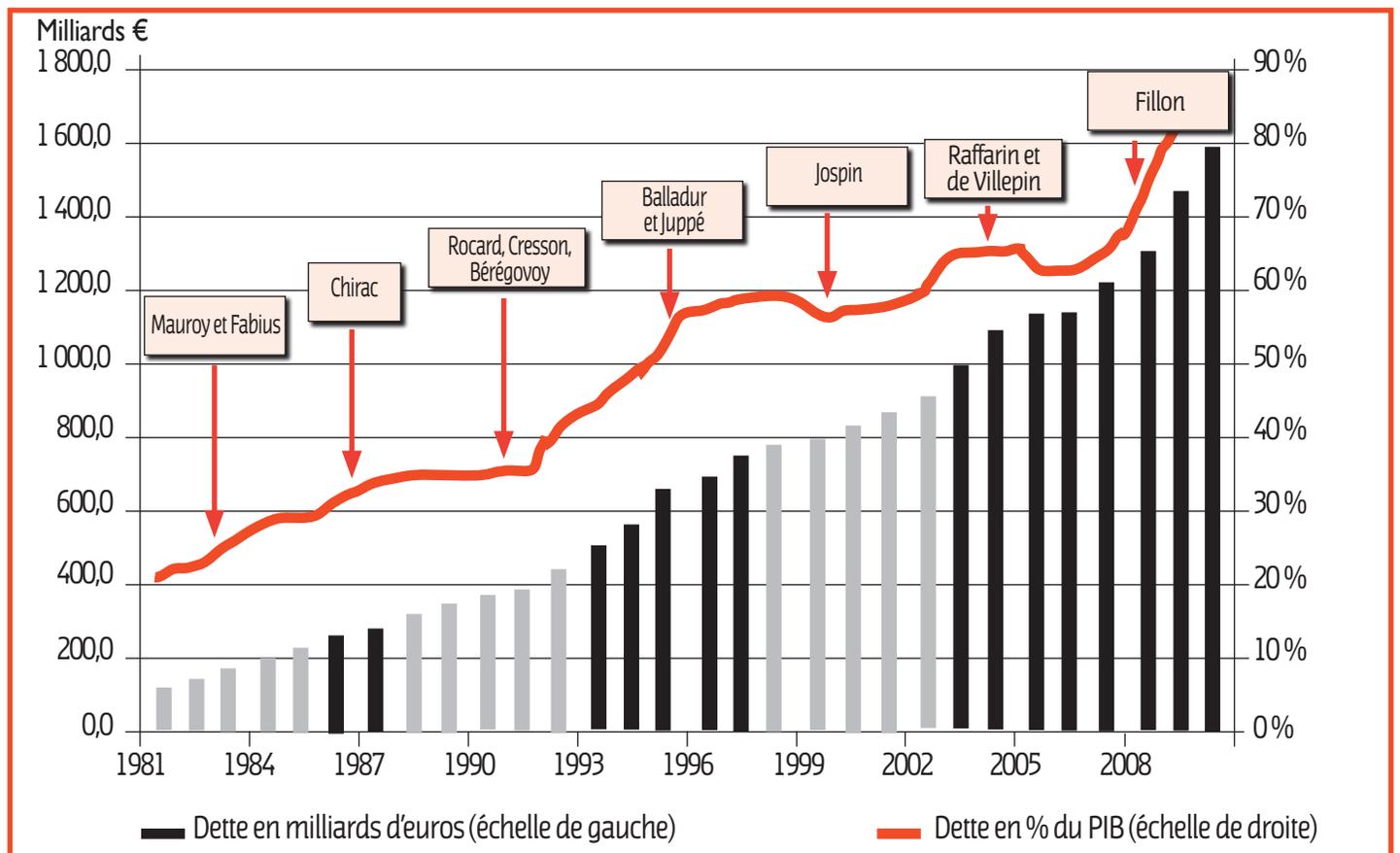
Le projet du PS adopté au printemps 2011 offre des perspectives sérieuses et il est tout à fait crédible pour atteindre ces deux grands objectifs qui semblent contradictoires mais sont néanmoins interdépendants. Nos propositions concernant le domaine de la fiscalité s'avèrent prometteuses. L'abandon des niches fiscales couplé à la réforme de l'impôt sur le revenu le rendant plus progressif favorisera de plus amples recettes fiscales. Nous prévoyons d'affecter une moitié des recettes supplémentaires (autour de 50 milliards d'euros) au désendettement et l'autre moitié au financement des mesures « actives » que nous souhaitons mettre en œuvre (emplois d'avenir, investissement dans l'éducation, ...)

En ce qui concerne l'aspect « offre » de l'économie, l'objectif de réindustrialisation passe par la création d'une banque publique d'investissement ainsi que par des investissements de recherche et développement dans les nouvel-

les technologies. Cette politique d'investissement et de travaux d'infrastructures doit se réaliser en collaboration avec nos voisins européens par le biais d'un nouvel emprunt. Cet emprunt pourrait en effet être envisagé à l'échelle européenne à partir de l'émission d'Eurobonds dont la qualité permettrait de lever des fonds de manière conséquente à un prix relativement modeste. La dette, qui pèserait sur l'ensemble des membres de la zone Euro, n'est pas un problème lorsque les investissements qu'elle finance offrent une rentabilité supérieure aux coûts qu'elle génère. Il s'agit de la « bonne » dette : celle qui prépare l'avenir.

Il est évident que notre projet et les propositions qui le composent sont liés à la conjoncture économique. Le ralentissement économique prévu en 2012 (une croissance quasi-nulle) remet en cause nos projections, ne serait-ce que pour les « 100 premiers jours ». La réduction de la dette ne peut constituer qu'un objectif à moyen terme et nous devons prendre les mesures adéquates à la situation économique du moment : une politique économique de soutien de l'activité s'imposera pour ne pas plonger le pays dans une récession prolongée qui compromettrait sérieusement... notre désendettement.

¹ Ces Euro-obligations émises par une entité européenne constituent également une solution à la crise des dettes souveraines qui frappe aujourd'hui la zone euro. Elles permettent en effet de mutualiser les dettes au sein de l'union économique et monétaire.



à Jean-Claude du Chalard

Le Rheu, le mercredi 28 décembre 2011

Je tiens à saluer la mémoire de Jean-Claude du Chalard, qui nous a quittés brutalement. Durant des années, Jean-Claude a mis sa flamme, sa force de conviction et ses idéaux au service de nos valeurs communes, participant à l'incroyable poussée de la gauche et singulièrement du Parti Socialiste dans notre département.

Que ce soit dans ses différents mandats d'élu local ou à la tête de notre fédération, il a toujours porté haut ses convictions, ses engagements et son franc-parler que nous lui reconnaissons tous.

Je garde ainsi de Jean-Claude le souvenir d'un homme toujours disponible, enjoué et combatif, qui aura été la cheville ouvrière de notre Parti.

Daniel Delaveau,
Maire de Rennes,
Président de Rennes Métropole



L'Unité 35 se fait ici l'interprète de tous les socialistes d'Ille-et-Vilaine, nombreux à lui manifester leur estime et leur affection le mercredi 28 décembre et à témoigner de leur sympathie à Denise, son épouse, à David, son fils, ainsi qu'à tous ceux qui ont aimé Jean-Claude du Chalard.

Nous reproduisons ci-dessous l'hommage sensible et simple qu'a tenu à lui rendre ce jour-là Jean-Michel Boucheron, député d'Ille-et-Vilaine.

« Quand on pense à Jean-Claude du Chalard trois mots viennent spontanément à l'esprit : la générosité, la vérité et l'honnêteté. »

La générosité, elle se lisait dans son regard, dans sa poignée de main, dans son rire qui était un vrai bonheur. Il accordait toujours un a priori favorable à un nouvel interlocuteur, ce qui lui conférait souvent la confiance des uns et des autres.

La vérité était chez lui une passion. Il aimait quelquefois brocarder les vanités, moquer les petits travers de la nature humaine, débusquer les manœuvres. Il utilisait pour cela son humour qui pouvait être grinçant. Certains ont pu en être les victimes, si je puis dire, mais personne jamais n'en a été blessé car ses messages étaient toujours justes, respectueux et dénués de toute méchanceté.

L'honnêteté. Jean-Claude s'occupait toujours des autres et ne demandait jamais rien pour lui-même, lui qui aurait pu obtenir tant, là où il était placé.

Pensant à Jean-Claude du Chalard, m'est venue à l'esprit la parole du philosophe : « Il faut savoir faire les choses sérieuses gaiement et les choses gaies, sérieusement ». C'est exactement ce qu'il faisait.

Mais Jean-Claude du Chalard était aussi un homme d'engagements.

Engagement pour la Bretagne tout d'abord qu'il connaissait mieux que quiconque. Les calvaires,

les chapelles du Finistère étaient connus de lui pour chacune de leurs pierres et il en parlait avec beaucoup d'affection. Il était positivement connu et reconnu par les acteurs culturels bretons qu'il connaissait et aimait bien.

Engagement pour l'écologie, c'est moins connu. Peu de gens savent qu'il a été le premier Président dans les Côtes d'Armor des associations de défense contre les algues vertes. C'était pour lui un vrai combat.

Mais l'engagement principal de Jean-Claude du Chalard fut évidemment son engagement au Parti Socialiste dont il a été le dirigeant pendant plus de vingt ans. C'était un conciliateur intelligent, jovial, rude mais juste. C'était un rassembleur. Il aimait marier les contraires, rassembler les gens différents, qu'ils soient du milieu rural ou du milieu urbain. Il s'intéressait à tous quels que soient leurs grades. Il savait, grâce à un sens aigu de l'humain, apaiser les crises, dénouer les conflits de cette organisation complexe. Ce n'est pas un métier facile. Il a été le dirigeant de la période d'implantation du Parti Socialiste, des victoires et des conquêtes.

Cher Jean-Claude, devant toi les socialistes inclinent leur tristesse et leur reconnaissance.

Et puis il y a le Jean-Claude du Chalard moins connu : l'homme de culture, de réflexion, de doute.

Il y avait d'abord la Mayenne qui était sa part de mémoire. Villaines-la-Juhel, son père, sa famille. Il en parlait beaucoup. Il parlait beaucoup de son père notamment. Je ne suis jamais allé à Villaines-la-Juhel, mais à force de voir les photos, d'entendre raconter les histoires de ce village, j'ai l'impression de le connaître par cœur.

Et puis il y avait la vie, c'était sa part de silence. La vie avec ses blessures petites ou grandes et quelquefois avec ses blessures trop grandes qui l'ont marqué au plus profond de lui-même. Cette part-là n'appartient qu'à vous Denise et David.

Et puis, il y avait la religion, c'était sa part de doute. Je ne sais pas s'il fut un paroissien très assidu, mais il parlait souvent de la foi qui était, je le pense, un élément constitutif de sa personnalité. Je crois pouvoir dire ici qu'il a été en permanence à la recherche du mystère.

Denise et David nous vous saluons avec beaucoup d'affection.

Quant à Jean-Claude, heureusement pour nous, il ne nous quittera pas. »

Jean-Michel BOUCHERON, Député

Cher-e Camarade,

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Claude du Chalard, ce samedi 24 décembre 2011. Il n'avait que 74 ans.

Professeur de Sciences Physiques, la carrière professionnelle de Jean-Claude s'était achevée au lycée agricole du Rheu.

Conseiller Régional de Bretagne de 1986 à 2004, Jean-Claude a également été conseiller municipal d'opposition au Rheu lors des mandats de Jean Auvergne et de Gérard Pourchet. Premier secrétaire de notre fédération de 1981 à 2003, il avait succédé à Louis Chopier après avoir été son premier fédéral adjoint de 1979 à 1981. Il a été membre du Comité Directeur puis du Conseil National du PS. Il détient toujours le record national de longévité à la tête d'une fédération. Parmi ses fidélités politiques, on peut citer celles vouées à Daniel Vaillant et Lionel Jospin.

Son indéfectible attachement au Parti s'est toujours accompagné d'une bonhomie et d'un sens de l'humour aiguisé. Débateur infatigable, la fraternité entre socialistes était l'un de ses principes de base. Il a participé à l'essor du PS en Ille-et-Vilaine.

C'est assurément une figure de l'histoire socialiste de notre département qui s'en va.

Que sa femme, son fils et toute sa famille acceptent nos plus sincères condoléances.

Frédéric Bourcier
Premier Secrétaire Fédéral

Quelle politique de santé pour la gauche au pouvoir ?



David VEILLARD

Quelle serait pour le groupe BREIS* Santé sa première priorité ?

La prééminence de la prévention qui doit être affirmée dans la politique de santé publique, à travers toutes les politiques publiques et d'abord pour réduire les inégalités sociales de santé, à tous les âges et dans tous les espaces de la prévention, avec un accent particulier sur l'enfance et la jeunesse.

Comment permettre l'accès aux soins pour tous ?

D'abord par un impératif de solidarité qui passe par une refonte des prises en charge des maladies chroniques et qui nécessite de redéfinir le rôle des organismes complémentaires et leur articulation avec les régimes obligatoires. Il faut aussi définir un bouclier sanitaire permettant un plafonnement global de la dépense laissée à la charge des patients et accentuer la régionalisation de

David Veillard et Gérard Durand, à l'initiative du groupe de réflexion BREIS Santé répondent à l'Unité 35.

la répartition de la ressource, en priorité vers les zones les plus défavorisées.

L'accès aux soins primaires pour tous sera également favorisé par le développement de maisons de santé pluri-professionnelles, structuré sur tous les territoires et suivant un modèle de « service public en soins ambulatoires ». Ceci doit être accompagné d'une évolution de l'exercice libéral, médical et paramédical, en lien avec toute la chaîne des soins et avec la recherche d'un rapport efficacité/coût optimal. Des dispositifs incitatifs pour les zones démographiquement fragiles doivent être développés et soutenus dans la durée.

Comment redonner au service public hospitalier la place centrale qui lui revient ?

Il faut d'abord rappeler ses priorités d'action en santé publique ainsi que son ouverture à l'ensemble du champ de la santé, notamment aux soins ambulatoires et au secteur médico-social. Une évaluation et une adaptation réalistes et ambitieuses de ses modes de financement y compris dans la rémunération des soignants est indispensable tout comme l'optimisation de l'organisation des soins au sein des établissements, de la coopération à l'échelle des

territoires et des pilotages médico-administratifs.

Comment l'exercice des professionnels de la santé doit-il évoluer ?

Grâce à la mise en œuvre d'une campagne ambitieuse d'expérimentations de la coopération interprofessionnelle et de la délégation d'activités dans le cadre des textes conventionnels et de protocoles validés par la communauté scientifique.



Gérard DURAND

Les collectivités locales ont-elles un rôle à jouer ?

A travers le renforcement de la démocratie sanitaire par une décentralisation plus forte et par une implication accrue des collectivités territoriales et locales, à travers leurs élus, sur certaines compétences partagées avec l'Agence

régionale de santé dans la coproduction des solutions de terrain et la participation à la vie des territoires de santé.

Pour conclure, pourrais-tu présenter les propositions de BREIS Santé en matière d'information sur la santé ?

Une information en santé, qualifiée et indépendante, doit être développée grâce à la création d'une agence nationale regroupant les instances existantes et réellement représentative des différentes composantes du système de santé. Une communication accrue sur les règles de construction et de reconnaissance des expertises en santé est nécessaire tout comme une réforme majeure de la visite médicale, un décloisonnement ambitieux de la recherche publique et privée au plan national comme au plan européen.

Propos recueillis par

Jean-Marie Lion

** Union Régionale des Fédérations Socialistes de Bretagne.*

Liberté d'expression et de création menacée : République en danger



Après le Théâtre de la Ville à Paris, le Théâtre National de Bretagne a dû faire face à la mobilisation d'un groupuscule de fondamentalistes chrétiens (l'institut Civitas) lors de l'accueil du spectacle «*Sur le concept du visage du fils de Dieu*» de Roméo Castellucci les 10, 11 et 12 novembre dernier. Ceci a entraîné l'exploitation d'un spectacle dans un lieu de culture, avec une partie de la ville en état de siège pour éviter tous débordements !

Ce type d'action insolite pour empêcher la représentation d'un spectacle n'avait plus eu lieu depuis les années 60 : «*Paravents*» de Jean Genet perturbés par des parachutistes se réclamant de l'Algérie française.

Ce qui est en cause dans l'action de ces groupuscules extrémistes qui ont tenté de faire interdire ou censurer le spectacle de Roméo Castellucci, sous prétexte que ce spectacle était blasphématoire, c'est la liberté d'expression et de création artistiques. Pourtant les hautes autorités religieuses, à Paris comme à Rennes, ont reconnu que la pièce de Roméo Castellucci n'était pas blasphématoire.

De plus, dans notre République qui a inventé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la culture est justement l'endroit où l'on peut débattre de tous concepts, spirituels, philosophiques ou sociétaux, et ceci depuis le siècle des Lumières.

D'ailleurs, conformément à leur mission de défendre leur théâtre de service public, Emmanuel Demarcy-Mota au Théâtre de la Ville à Paris comme François Le Pillouër à Rennes ont eu raison de contre attaquer et toute légitimité pour protester et appeler à se regrouper, comme l'ont fait le ministre de la Culture, le maire de Paris, le Syndéac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), nombre d'organisations et de

politiques, ainsi que la Ligue des Droits de l'Homme dans un communiqué unitaire, car la liberté d'expression est menacée dès lors qu'un théâtre doit être protégé par la force publique pour assurer la sécurité des artistes et des spectateurs face aux agissements de fanatiques religieux.

Dans une interview accordée au journal *Ouest-France* le 5 novembre, François Le Pillouër (directeur du TNB et président du Syndéac) s'interrogeait : «*Ne s'agit-il pas pour ces activistes, empêtrés dans des arguments fallacieux à propos d'un spectacle qu'ils n'ont pas pris la peine de voir, d'une tentative de remettre à jour les agissements de groupuscules qui ont sévi dans les grandes heures du siècle dernier, et qui se sont trouvés au ban de la communauté démocratique ?*».

Cette réflexion est importante car l'ambition de ces groupuscules est de perturber ces spectacles à des fins politiques qui n'ont plus grand-chose à voir avec la sincérité de la foi. Ce qui est aussi des plus inquiétants dans cette affaire, ce sont les soutiens que l'institut Civitas a pu recevoir dans son entreprise. Il suffit de citer l'évêque de Vannes, Monseigneur Centène, qui soutenait les intégristes, dans un communiqué du 27 octobre. Une position qui s'oppose à celle de l'archevêque de Rennes, Monseigneur d'Ornellas, qui, lui, rappelait que «*manifestier contre Castellucci est une erreur de perspective*».

Soutien encore plus préoccupant, une quarantaine de députés UMP et MPF a publié un texte de soutien aux catholiques intégristes de Civitas. Ces élus — en majorité des membres du courant la Droite populaire — réfléchissent même à déposer une proposition de loi sanctionnant les institutions culturelles qui accueillent des œuvres contestées !

Enfin, lors des manifestations à Paris contre *Golgota Picnic* du dramaturge et metteur en scène Rodrigo Garcia, le secrétaire général de Civitas, Alain Escada, déclarait que plus que les Présidentielles de 2012, c'était la préparation des municipales de 2014 qui allait les occuper : «*Nous encourageons les Catholiques à se présenter dans les petites communes de France, sans étiquette. A l'image du maire de Rouvray, ici présent. Nous allons essayer de nous coaliser, nous avons d'ores et déjà créé un réseau de solidarité*

d'élus catholiques pour préparer cela» et, jamais avare d'une promesse, concluait «*là-dessus, nous communiquerons à partir de janvier 2012...*»

C'est sûr, Civitas et la nébuleuse qu'elle draine autour d'elle ne sont pas prêts à revenir à l'anonymat, et tentent de remettre à l'ordre du jour des thèses dangereuses et contraires au fondement même de notre République et de notre démocratie.

Face à ces agissements factieux, notre responsabilité de citoyens, de militants et d'élus est d'être intransigeants pour défendre la Liberté d'expression et de création.

Jean-Marc Gatté
Secrétaire de la section Eugène-Quessot
Rennes Centre-Sud

Rencontre entre les Sections de Pipriac et de Rennes Sud-Est,

Dans le numéro d'avril dernier, figurait un compte-rendu très succinct d'une première réunion entre des militants des deux sections. Début juin, une "rencontre-retour" s'est tenue à Rennes avec pour objectif d'apporter aux Rennais une meilleure connaissance d'un canton situé en milieu rural. Rappelons qu'aux élections de mars dernier, le canton de Pipriac a été brillamment gagné par Franck Pichot pour la gauche.

La présentation des atouts mais aussi des faiblesses de ce canton ont permis de mieux cerner les enjeux essentiels pour l'avenir. Parmi les priorités, citons l'aménagement de l'axe Rennes-Redon, une politique de transports en commun adaptée à ce secteur rural, les services aux personnes âgées, la lutte contre l'isolement, la solidarité avec le monde paysan.

Depuis 2006, les contrats de territoire apportent une aide financière. Ces dotations spécifiques ont contribué à la construction de la caserne des pompiers de Guipry et de la salle des sports de Pipriac.

A l'issue de cette seconde rencontre, il y avait unanimité chez les participants pour pérenniser ces débats inter-sections.

Les bureaux des deux Sections